

ROUMANIE

Données récentes
sur le sans-abrisme

Il n'existe pas de données nationales officielles sur la privation de domicile en Roumanie. Les rares données disponibles remontent à 2008-2009, années durant lesquelles le Samu Social et Médecins sans Frontières ont mené une étude qui comptait 15 000 personnes sans abri à la rue dans l'ensemble du pays, dont environ 5 000 à Bucarest. Un recensement de 2011 a estimé à 165 000 le nombre de personnes vivant dans des logements non-conventionnels (c'est à dire des campements informels ou des institutions). Une étude de Save the Children Romania menée en 2014 a identifié 1 113 enfants et jeunes de moins de 35 ans sans abri vivant dans les rues de Bucarest. 42 % d'entre eux vivaient à la rue depuis plus de 10 ans.

Depuis les années 1990, le profil des personnes sans domicile a changé à Bucarest : les enfants sans-abri sont devenus de jeunes adultes ayant grandi à la rue. De plus, selon les estimations du Samu Social, 19 % des adultes sans domicile auraient été victimes d'arnaques immobilières (des échanges de propriété contre certains services)⁶¹. Selon Casa Ioana, l'une des plus importantes organisations proposant des services d'aide aux femmes sans abri, les familles représentent le segment qui augmente le plus rapidement parmi la population privée de domicile⁶².

Contexte des marchés
du logement en Roumanie

En Roumanie en 2018, 96,4 % de la population était propriétaires de son logement (1,1 % de ménages accédant à la propriété, 95,3 % de ménages propriétaires de plein droit) et 3,6 % était locataire (1,2 % au prix du marché et 2,4 % à prix réduit ou gratuit)⁶³. Ces proportions sont restées similaires à celles de 2008.

Population totale au 1^{er} janvier 2018 :
19 530 631 personnes

PIB/habitant en 2018 (Parité de Pouvoir d'Achat
– Indice : UE 28 = 100) : 65

Nombre connu de personnes sans-domicile :
inconnu

Pourcentage de ménages pauvres : 23,5 %

Sources : Eurostat / EUSILC 2018 & FEANTSA

Le marché roumain est très déséquilibré en matière de statut d'occupation : c'est le pays de l'Union Européenne qui compte le plus de propriétaires. La Roumanie a connu une bulle immobilière sans précédent avant la crise de 2008 : l'accès aux emprunts immobiliers avait été fortement facilité, et l'entrée du pays dans l'Union Européenne en 2007 a accéléré le phénomène d'augmentation des prix immobiliers. L'indice du ratio prix-revenu en 2009 était de 176,7 (2015 = 100) selon les données de l'OCDE ; il a chuté dans les années suivantes, tout comme les prix des locations, des ventes et des terrains, pour atteindre 78,7 en 2018. L'absence de logements abordables et le très faible stock de logements sociaux, l'augmentation des coûts totaux du logement (+26 % entre 2008 et 2018 pour l'ensemble des ménages, +37,1 % pour les ménages pauvres), les expulsions suite à un défaut de paiement ou à la restitution de logements auparavant nationalisés sont autant de facteurs qui ont contribué à l'émergence de nouvelles communautés marginalisées, vivant dans des hébergements informels aux périphéries des villes⁶⁴.

L'habitat indigne, bien qu'il ait fortement reculé ces dix dernières années, reste en 2018 une problématique très présente en Roumanie : presque 1 ménage sur 2, et 4 enfants pauvres sur 5, vivent

61

Cauzele pentru care persoanele adulte fara adapost sunt in strada, <http://www.samusocial.ro/media/statistici-cifre>

62

<http://casaioana.org/en/about-family-homelessness>

63

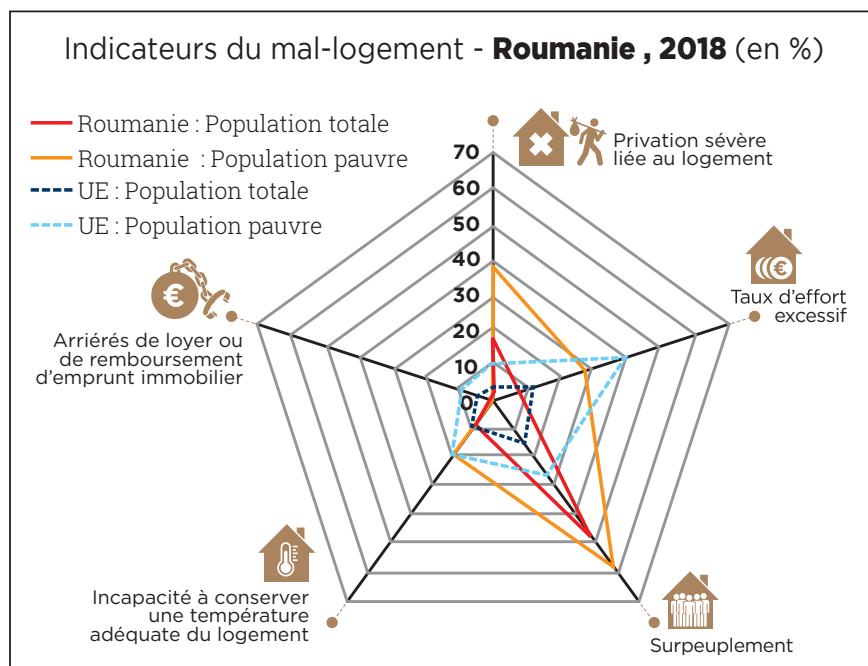
Eurostat, 2018.

64

ESPN Roumanie (2019). Suite à la chute du régime communiste en Roumanie en 1989, les logements auparavant nationalisés ont progressivement été restitués à leurs propriétaires initiaux, engendrant des vagues successives d'expulsions forcées. Les personnes concernées par ces expulsions font partie des catégories prioritaires pour l'accès au logement social (mais ce dernier est très peu développé).

dans un logement surpeuplé. Plus d'1 ménage pauvre sur 3 est en situation de privation sévère liée au logement. Parmi les groupes particulièrement vulnérables à la privation de domicile, au mal-logement et aux expulsions figure la population Rom. Sur une estimation de 1,8 à 2,2 millions de personnes Rom vivant en Roumanie, 61 % sont estimées vivre en zones rurales et 39 % en zones urbaines⁶⁵. 54 % des familles Rom vivant dans des logements sociaux ne sont pas

en capacité financière de payer le loyer, ce qui les rend vulnérables aux expulsions locatives. 56 % de la population Rom vit dans des communautés isolées. Selon une étude régionale de 2011, reprise par la Banque Mondiale⁶⁶, 30 % de la population Rom vivaient dans des conditions très précaires (contre 5 % de leurs voisins non Roms) et seulement 17 % avaient de l'eau courante dans leur logement (contre 34 % de leurs voisins non Roms).



65

Banque Mondiale (2014), *Diagnostics and Policy Advice for Supporting Roma Inclusion in Romania*, disponible sur : <https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/eca/romania/OutputEN.pdf>

66

Ibid.